



N° 1
avril 2018
édition française

éducation ch



Sommaire:

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU 22 MARS 2018

Thèmes et décisions pages 2 et 3

ZOOM I

E-ID de l'éducation: Phase de mise en place initiale pour FIDES pages 3–4

ZOOM II

Profession enseignante en Europe: recruter et maintenir les effectifs page 5

ACTUALITÉS EN BREF

Consultations – Agenda – Côté agences spécialisées – Nouveautés IDES page 6

ÉDITORIAL

ASSURER LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

L'école doit prendre en compte les évolutions sociales afin de préparer au mieux les élèves au monde de demain. La numérisation fait partie des défis actuels. Elle offre d'une part aux établissements scolaires un nombre croissant de nouvelles possibilités de structurer l'enseignement et l'apprentissage, mais elle s'accompagne également de nouvelles exigences en matière de sécurité. Sur le plan de la protection des données personnelles des élèves, nous devons aussi savoir à l'avenir quel usage

les établissements peuvent faire de la numérisation sans exposer les données de leurs élèves sur internet. Il s'agit avant tout de protéger ces données contre une utilisation abusive à des fins commerciales, et ce, pas seulement en raison de l'actualité. FIDES est l'une des réponses à ces défis.

FIDES est l'acronyme de Fédération des services d'identités pour l'espace suisse de formation. La CDIP a donné le feu vert à la mise en place initiale de ce projet d'envergure lors de son assemblée plénière de mars 2018. Elle se prononcera sur la mise en exploitation définitive dans environ une année.

Que recouvre le projet FIDES? Il s'agit principalement de fournir aux élèves et aux enseignantes et enseignants un accès unique et sécurisé à tous les services en ligne. Les élèves ne seront par exemple plus obligés d'adopter les solutions d'identification (logins) des prestataires privés s'ils veulent utiliser leurs services. Quant aux prestataires, ils ne pourront s'affilier à FIDES que s'ils respectent certaines normes et réglementations. L'économie de données, c'est-à-dire transmettre le moins possible de données personnelles, est un autre élément important de FIDES.

FIDES permettra également de déterminer où vont les données sur l'utilisation des services en ligne. En outre, en s'unissant à travers FIDES, les cantons renforceront leur position face aux prestataires de services en ligne privés. Cela peut avoir son importance, notamment lors de la négociation des tarifs.

Il ne faut pas confondre FIDES et la stratégie que prévoit d'adopter la CDIP pour la transition numérique. Cette dernière couvrira un champ plus large. Mais FIDES sera certainement l'une des mesures de cette stratégie, qui portera sur le niveau intercantonal. La CDIP a l'intention de fixer les objectifs de cette stratégie encore cette année.



Silvia Steiner, conseillère d'Etat (ZH) et présidente de la CDIP

À L'ORDRE DU JOUR

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CDIP
DU 22 MARS 2018

Les 26 directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique siègent trois fois par an en assemblée plénière. Le Comité de la CDIP se réunit quatre fois par an.

Voici les principaux thèmes et décisions de l'assemblée plénière du 22 mars 2018. ▼

prévue le 21 juin 2018), mais paraîtront plus tard. La CDIP décidera en octobre de la date exacte.

L'Assemblée plénière a également adopté un dispositif réglementant l'utilisation des données prélevées dans le cadre des évaluations portant sur les objectifs nationaux de formation. Aucune donnée qui



L'Assemblée plénière de la CDIP réunie à Berne le 22 mars 2018

Les décisions prises par le Comité de la CDIP le 25 janvier 2018 concernant l'ouverture de deux procédures d'audition se trouvent à la page 6.

Objectifs nationaux de formation pour la scolarité obligatoire: état actuel des travaux et prolongement de la phase d'analyse

Assemblée plénière du 22 mars: L'Assemblée plénière a pris connaissance de l'avancement des travaux consacrés à la vérification de l'atteinte des compétences fondamentales. Les premières enquêtes portant sur les objectifs nationaux de formation ont été réalisées avec succès en 2016 (mathématiques à la fin de la scolarité obligatoire) et 2017 (langues à la fin du degré primaire). Les centres de réalisation mandatés par la CDIP y ont fait participer à chaque fois plus de 22 000 élèves, qui ont passé les tests à l'ordinateur ou sur des tablettes.

Au fil de la réalisation des travaux, il s'est avéré que le traitement et l'analyse des données des deux enquêtes prenaient davantage de temps qu'estimé initialement dans le concept 2013. L'Assemblée plénière a accepté un prolongement de la phase d'analyse. Le calendrier pour la publication sera adapté en conséquence. Les résultats ne seront pas publiés avec le rapport 2018 sur l'éducation (publication

permettrait de remonter aux établissements scolaires concernés ne sera utilisée ou transmise.

| www.cdip.ch > Domaines d'activités > HarmoS > Objectifs nationaux de formation

E-ID de l'éducation: mandat approuvé pour la mise en place initiale de FIDES

Assemblée plénière du 22 mars: L'Assemblée plénière a approuvé le concept détaillé (mandat du projet) pour la mise en place initiale de FIDES. FIDES est l'acronyme correspondant à *Fédération des services d'identités pour l'espace suisse de formation*.

C'est l'agence spécialisée educa.ch qui a élaboré ce concept détaillé et c'est également elle qui a été mandatée pour la réalisation de la phase de mise en place. Cette étape durera deux ans, à compter de juin 2018. En juin 2019, soit au terme de la première année, la CDIP se prononcera sur la mise en exploitation définitive de FIDES.

| article page 3

ZOOM I

E-ID DE L'ÉDUCATION
PHASE DE MISE EN PLACE INITIALE
POUR FIDES**Election complémentaire: Michael Stähli élu au Comité de la CDIP**

Assemblée plénière du 22 mars: l'Assemblée plénière a élu le conseiller d'Etat à la tête du Département de l'instruction publique du canton de Schwyz, M. Michael Stähli, membre du Comité avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 en sa qualité de président de la Conférence des directeurs de l'instruction publique de Suisse centrale (BKZ). Il occupe la présidence de la BKZ à la suite de Beat Jörg (UR), qui détenait cette fonction jusqu'au 31 décembre 2017. Les deux représentants de la BKZ au Comité de la CDIP sont donc MM. Michael Stähli (SZ) et Reto Wyss (LU).

La composition actuelle du Comité est consultable ici:

| www.cdip.ch > La CDIP > Organes politiques > Liste des membres de la CDIP

Accords spéciaux

Ecoles supérieures: montant des contributions 2019/2020 et 2020/2021 fixé

Conférence des cantons signataires de l'AES du 22 mars: depuis juillet 2015, tous les cantons sont membres de la Conférence des cantons signataires de l'AES. Lors de sa séance du 22 mars, la conférence a fixé les tarifs applicables aux filières d'études des écoles supérieures (ES) pour les années 2019/2020 et 2020/2021. C'est sur la base de ces tarifs que s'effectue la compensation entre les cantons des charges occasionnées par les étudiantes et étudiants qui fréquentent une école supérieure dans un autre canton. Les contributions se fondent sur un relevé des coûts effectué tous les deux ans auprès des écoles supérieures.

| www.cdip.ch > Domaines d'activités > Accords de financement > AES

L'Assemblée plénière de la CDIP a donné le 22 mars son feu vert à la mise en place initiale de FIDES.

Rassembler les services d'identité numérique dans l'éducation

Le projet FIDES (Fédération des services d'identités pour l'espace suisse de formation) a pour objectif de rassembler à l'échelle suisse les solutions actuelles ou futures d'identification numérique adoptées par les cantons dans le domaine de l'éducation. Il offre la possibilité de créer une interface conférant aux élèves, au corps enseignant et au personnel administratif de l'éducation dans les cantons un login unique pour s'identifier auprès des services en ligne qu'ils utilisent. Cette interface accueillera dans le même temps les prestataires publics ou privés proposant des services en ligne dans le domaine de l'éducation.

Mandat approuvé pour la mise en place de FIDES

La Conférence suisse des directeurs cantonaux (CDIP) a chargé en 2015 l'agence spécialisée educa.ch d'examiner la possibilité d'organiser et de développer une fédération des systèmes actuels et futurs de gestion des identités et des accès. Un concept-cadre décrivant le projet et définissant les conditions nécessaires à sa réalisation a été élaboré en collaboration avec les personnes de référence dans les cantons. L'Assemblée plénière de la CDIP l'a adopté en octobre 2017. Elle vient également d'approuver, le 22 mars 2018, le concept détaillé (mandat de projet) établi par educa.ch pour la mise en place initiale du projet.

Un accès unique et sécurisé à tous les services

Ce qu'apporte FIDES:

- un accès unique et sécurisé aux services en ligne affiliés destinés aux élèves, au corps enseignant et au personnel administratif de l'éducation, les élèves pouvant utiliser leur e-ID durant tout leur parcours de formation (avec la possibilité de continuer à l'utiliser dans le degré tertiaire);
- des normes et des règles communes valables pour tous les services affiliés;
- une économie de données qui garantit le traitement du moins possible de données personnelles, voire d'aucune;
- l'occasion de coordonner l'acquisition et l'utilisation des services en ligne, de même que l'exécution d'éventuels accords communs (par ex. négociation des licences et des coûts).

Mise en place de l'été 2018 à l'été 2020

La phase de mise en place initiale durera deux ans. Elle démarrera en juin 2018.

Elle comprend notamment:

- des travaux de conception (règlement d'organisation, modèles de financement et d'exploitation, etc.);
- la mise au concours et l'attribution des travaux concernant l'infrastructure informatique;
- l'implémentation et l'exploitation de l'infrastructure informatique et la participation pilote de quelques cantons.

Selon la planification actuelle, certains cantons, voire quelques établissements scolaires intéressés pourront s'engager dans une participation pilote et intégrer leur service d'identité numérique à l'infrastructure créée.

L'une des tâches essentielles du projet est de clarifier en permanence les interfaces avec les projets et services qui s'occupent également d'identités numériques et qui ont une portée nationale, tels que SWITCH, qui gère l'infrastructure d'authentification dans le domaine des hautes écoles.

Organisation du projet et financement

La direction de la mise en place initiale a été confiée à l'agence spécialisée educa.ch. Le projet sera en outre piloté par un groupe comprenant des représentants des cantons (secrétaires de département, chefs de services de la scolarité obligatoire et du secondaire II formation générale ou professionnelle) et dirigé par le Secrétariat général de la CDIP. La direction du projet collaborera avec les personnes de référence dans les cantons.

Les coûts de la phase de mise en place initiale, d'une hauteur de 1,84 million de francs, seront financés à parts égales par la CDIP et le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

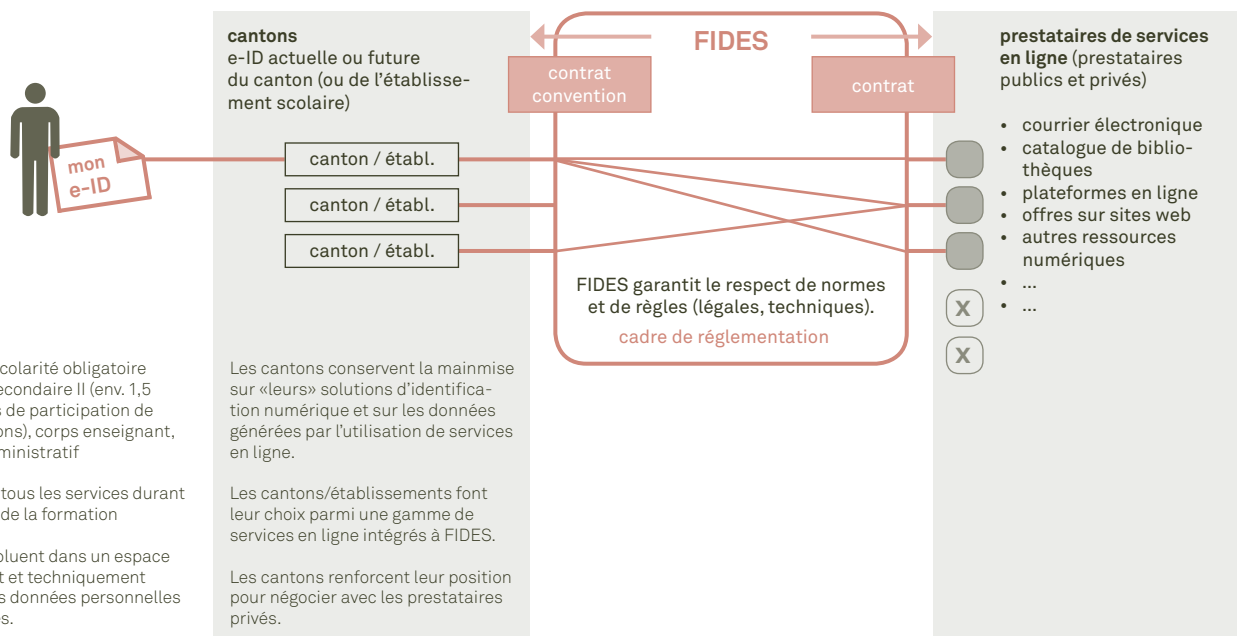
Décision sur la mise en exploitation en juin 2019

Les bases de l'introduction et de l'exploitation de FIDES seront vraisemblablement soumises pour décision à l'Assemblée plénière en juin 2019. Dans l'intervalle, la réalisation de projets pilotes aura permis d'acquérir de premières expériences, et l'on aura établi les conditions auxquelles les cantons, ou plutôt leurs solutions d'identification et leurs services en ligne, pourront intégrer la fédération. Durant la seconde année de mise en place (dès l'été 2019), de premiers cantons pourront adhérer à la fédération et prendre part à la conception de l'infrastructure informatique et des processus opérationnels.

Pour en savoir plus:

| Décision et concept détaillé: www.cdip.ch > Domaines d'activités > Concordat scolaire > TIC

Illustration 1 | Le projet FIDES (schéma simplifié)



ZOOM II

PROFESSION ENSEIGNANTE EN EUROPE

RECRUTER ET MAINTENIR LES EFFECTIFS

De nombreux pays d'Europe, dont la Suisse, s'interrogent sur les conditions d'emploi, les possibilités de soutien et les modèles de carrière qui permettraient d'attirer vers la profession enseignante suffisamment de candidates et candidats qualifiés, de soutenir et de continuer à former les enseignantes et enseignants et de leur offrir des perspectives professionnelles du début de leur carrière à leur départ à la retraite.

Le rapport Teaching Careers in Europe, récemment publié par le réseau de l'éducation Eurydice (voir encadré), analyse les principaux facteurs influençant la vie professionnelle des enseignantes et enseignants dans 38 pays européens (représentant 43 systèmes éducatifs¹) et montre les défis auxquels ces pays sont confrontés. Il en ressort d'intéressants parallèles avec la Suisse, mais aussi des différences.

L'illustration 2 donne un aperçu des défis les plus fréquemment mentionnés en relation avec l'offre et la demande en personnel enseignant. Quelques résultats:

- Plus de la moitié des unités Eurydice des 43 systèmes éducatifs interrogées identifient comme l'un des défis majeurs concernant le personnel enseignant une pénurie partielle, c'est-à-dire une pénurie touchant l'enseignement de certaines disciplines (26 réponses), et/ou une pénurie accentuée selon la région (21 réponses). Un tiers des réponses parlent au contraire d'une offre excédentaire, parfois parallèlement à une pénurie dans certaines disciplines ou régions. C'est également le cas pour la Suisse: en cas de demande accrue, on ne peut guère parler de pénurie générale, car il s'agit plutôt d'une demande variant selon le niveau d'enseignement, la discipline ou la région.
- Lorsqu'il y a pénurie ou demande accrue, la raison invoquée est généralement le vieillissement de la population enseignante et l'accumulation des départs à la retraite qui en découle. Cette dernière

ne peut être suffisamment compensée par l'arrivée d'enseignantes et enseignants nouvellement formés. Néanmoins, les pays offrent rarement des incitations spécifiques pour attirer davantage d'étudiantes et étudiants vers la profession enseignante ou vers certaines disciplines, par exemple celles du domaine MINT. Et seul un bon tiers des pays propose des programmes de reconversion dans l'enseignement tels ceux que l'on trouve en Suisse. Ils sont toutefois relativement peu nombreux à se voir confrontés à un taux élevé d'abandon des études ou de décrochage professionnel. La Suisse n'en fait pas partie.

Comparaisons structurelles

- Afin de faciliter la transition de la formation à l'emploi, les enseignantes et enseignants peuvent presque partout faire usage d'un programme d'introduction dans la profession ou de mentorat; dans environ la moitié des pays, comme dans la majorité des cantons suisses, la participation à ces programmes est obligatoire.
- Suivre des cours de formation continue est obligatoire dans les trois quarts des pays, dont la Suisse. Le plus souvent, les écoles sont tenues d'établir un programme de formation continue dans le cadre de leur projet d'établissement. Par conséquent, les autorités de l'éducation font en règle générale appel aux écoles ou au corps enseignant pour déterminer les besoins et le font rarement seules.
- En termes de parcours professionnel, les systèmes éducatifs peuvent être divisés en deux catégories. Dans une moitié d'entre eux, les enseignantes et enseignants peuvent progressivement accéder à des fonctions plus complexes et comportant davantage de responsabilités (par ex. celle de senior teacher, dont le rôle est de soutenir la direction dans son projet d'établissement). L'expérience, la preuve de compétences spécifiques ou la formation continue font partie des critères de promotion, et l'évolution professionnelle s'accompagne d'une augmentation de salaire. Dans l'autre moitié des systèmes éducatifs, les enseignantes et enseignants peuvent essentiellement évoluer par le biais de la diversification, en assumant des tâches supplémentaires dans des domaines tels que le mentorat des débutants, le soutien individuel des élèves, la responsabilité d'un domaine disciplinaire ou la gestion de l'établissement, comme c'est également le cas en Suisse. Cette forme d'évolution professionnelle n'est pas liée à un avancement hiérarchique et n'implique donc pas forcément une augmentation de salaire. Quel que soit le modèle appliqué, les enseignantes et enseignants peuvent rarement bénéficier d'une orientation de carrière dédiée.

Article rédigé par Alexander Gerlings, chef adjoint d'IDES et expert-rapporteur

Pour en savoir plus:

| Teaching Careers in Europe. Access, Progression and Support. Eurydice 2018
https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/publications_en

Illustration 2 | Principaux défis dans le recrutement du personnel enseignant (ISCED 1-3) en Europe (selon réponses des 43 unités nationales Eurydice dans 38 pays)



Eurydice

Eurydice est un réseau institutionnel destiné à promouvoir la coopération dans le domaine de l'éducation en Europe. Ce réseau recueille, compare et analyse les informations sur les systèmes éducatifs et sur les politiques d'éducation des 38 Etats participants. Ses rapports thématiques mettent en lumière la manière dont les pays relèvent les défis qu'ils rencontrent à tous les niveaux de l'éducation. La Suisse est membre du réseau Eurydice depuis 2011. Le centre d'information et de documentation IDEs de la CDIP sert d'unité nationale Eurydice. Cette participation est financée par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

| <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/>

¹ 28 Etats membres de l'Union européenne, Albanie, Bosnie-et- Herzégovine, Macédoine, Suisse, Islande, Liechtenstein, Monténégro, Norvège, Serbie et Turquie; la Belgique compte trois systèmes éducatifs, la Grande-Bretagne quatre.

ACTUALITÉS EN BREF

CONSULTATIONS

CÔTÉ AGENCES
SPÉCIALISÉES**Reconnaissance des diplômes d'enseignement:
révision totale des règlements de la CDIP**

Le Comité de la CDIP a ouvert le 25 janvier la procédure d'audition sur la révision totale des règlements de la CDIP concernant la reconnaissance des diplômes d'enseignement. Le délai de réponse est le 30 juin 2018.

| www.cdip.ch > Actuel > Consultations

**Informatique au gymnase: révision partielle du
règlement de reconnaissance des certificats de
maturité gymnasiale (RRM)**

La CDIP s'est prononcée le 27 octobre 2017 en faveur de l'introduction de l'informatique au gymnase en tant que «discipline obligatoire». Cette introduction requiert une révision partielle du règlement de reconnaissance de la maturité (RRM). Le Comité de la CDIP a ouvert la procédure d'audition sur cette révision le 25 janvier. Le délai de réponse est le 30 mars 2018.

| www.cdip.ch > Actuel > Consultations

Mise à jour réussie du portail orientation.ch

Le Centre suisse de services Formation professionnelle | Orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CSFO) gère le portail orientation.ch. Depuis sa relance en 2016, le nombre d'utilisateurs a fortement augmenté: d'août à décembre 2017, une moyenne de 490 000 visiteurs uniques par mois a consulté le portail (+ 44 % par rapport à 2016). Depuis 2016, toutes les informations sont disponibles en allemand, français et italien. Du contenu en romanche a récemment été ajouté, de même que des fiches d'information sur le système de formation dans onze langues. Les cahiers imprimés Que faire après l'école? ont également été remaniés dans ces langues.

| www.orientation.ch

| www.shop.csfo.ch > Que faire après l'école?

NOUVEAUTÉS IDES

**Enquête auprès des cantons 2016/2017 et grilles
horaires de la scolarité obligatoire 2017/2018**

Chaque année, le Centre d'information et de documentation IDES de la CDIP réalise une enquête auprès des cantons sur les systèmes éducatifs cantonaux et sur l'organisation scolaire. Les résultats de l'enquête 2016/2017 sont en ligne depuis janvier dernier.

Dans sa collection des dossiers thématiques, IDES a actualisé les informations sur les sujets suivants

- Grilles horaires de la scolarité obligatoire: degrés primaire et secondaire I (année scolaire 2017/2018) <https://edudoc.ch/record/129113>
- Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité contexte, moyens d'enseignement, plateformes de ressources et institutions (état janvier 2018) <https://edudoc.ch/record/125289>
- Giornata della Memoria dell'Olocausto e della prevenzione dei crimini contro l'umanità: contesto, materiali didattici, piattaforme ed istituzioni (stato gennaio 2018) <https://edudoc.ch/record/125291>

| www.cdip.ch > Système éducatif suisse > Enquêtes auprès des cantons > Enquête 2016/2017

| Tous les dossiers thématiques IDES peuvent être consultés à l'adresse www.edudoc.ch > Dossiers thématiques IDES

AGENDA

23 mai 2018: première Journée suisse de la lecture

Le 23 mai 2018 aura lieu la première Journée suisse de la lecture à voix haute. L'idée est d'inciter le plus grand nombre possible de personnes ou d'institutions à organiser ce jour-là une activité liée à la lecture à voix haute, dans un cadre privé ou public. Quiconque met sur pied

un événement peut l'inscrire sur le site web de la Journée de la lecture. La Journée de la lecture à voix haute est un projet de l'Institut suisse Jeunesse et médias (ISJM). La CDIP est «partenaire de réseau» et soutient les organisateurs dans la diffusion des informations sur l'événement.

| www.journee-de-la-lecture.ch

Impressum

éducation^{ch} paraît trois fois par an après les assemblées plénières de la CDIP (en mars, juin et octobre/novembre), présente les principales décisions prises par la CDIP et donne des nouvelles des projets en cours.

éducation^{ch} N° 1, avril 2018
Edition française, tirage 450
Editeur & copyright:



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Rédaction:
Adresse:

Edition en ligne:
Téléphone/fax:
Site Web/courriel:
Conception graphique:
Mise en page:
Impression:

Secrétariat général CDIP (Gabriela Fuchs)
Secrétariat général CDIP, Maison des cantons, Speichergasse 6,
Case postale, 3001 Berne
www.cdip.ch > Documentation > Infolettres
+41 (0)31 309 51 11, +41 (0)31 309 51 50
www.cdip.ch, edk@edk.ch
kong. funktion gestaltung, Biel-Bienne
Secrétariat général CDIP
Ediprim SA, Biel-Bienne